Baquets, salons et écuries. Du compagnon animal en révolution

Tubs, salons, and stables. The animal companion in Revolution

Malik Mellah

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/13275>
DOI : 10.4000/ahrf.13275
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2014
Pagination : 81-107
ISBN : 978-2-20-092927-5
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Malik Mellah, « Baquets, salons et écuries. Du compagnon animal en révolution », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 377 | juillet-septembre 2014, mis en ligne le 15 septembre 2017, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13275> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13275>

BAQUETS, SALONS ET ÉCURIES. DU COMPAGNON ANIMAL EN RÉVOLUTION

Malik MELLAH

Qu'en est-il du compagnon animal à la fin du XVIII^e siècle ? À partir de l'étude d'un *corpus* de plus de deux cents lettres adressées par des propriétaires urbains aux professeurs de l'École vétérinaire d'Alfort, cet article vise à montrer que davantage que la vogue pour les savoirs naturalistes ou une mutation des sensibilités à la fin de l'Ancien Régime, c'est une dynamique liée à la Révolution qui fait de l'animal une question politique. Si des vétérinaires sont présents dans les salons des élites parisiennes au milieu des années 1780, cette insertion doit plus aux pratiques du magnétisme animal qu'à un engouement pour les animaux de compagnie. La question du soin des bêtes renvoie pour sa part davantage à la production d'utilité et à la naissance d'une offre qu'à une véritable mutation des sensibilités. Autour de la valorisation de l'utilité, à partir de 1789 et plus encore après l'an II, la dynamique révolutionnaire semble engager un nouveau discours sur le compagnon animal.

Mots-clés : animal, magnétisme, science, salon, vétérinaire.

« Qu'en est-il des animaux et de leur place dans le champ de l'opinion publique en train de se former ? » se demande Pierre Serna dans un article qu'il consacre au sort de l'animal pendant la Révolution¹. La question n'est pas futile et ne saurait être justifiée par le seul tournant animaliste des sciences sociales. Les marges de la société doivent en effet être explorées si on veut prendre la mesure du bouleversement du monde à la fin du XVIII^e siècle. Dans le sens inverse, les études révolutionnaires ne

(1) Pierre SERNA, « Patriotes ou aristocrates ? », *L'Histoire*, janvier 2009, p. 83.

sauraient délaissier un champ dans lequel des historiens ou des philosophes recherchent désormais quelques-uns des fondements et des mécanismes de la culture républicaine. Cet article s'offre pour objet de penser des bouleversements sociaux et politiques à la mesure des animaux domestiques. Il ne sera pas directement question de luttes sociales ou politiques, non plus que de combats de coqs ou de taureaux mais plus certainement de recomposition sociale au travers de l'étude des modes individuels et collectifs d'appropriation des animaux domestiques, de l'évolution d'une sensibilité sociale à leur sort.

L'animal domestique n'existe dans la ville que parce qu'un propriétaire l'y a mené, exploité, gardé ou abandonné. Reconstituer la manière dont ces individus, au contact quotidien des animaux sans en être des professionnels, envisagent cette relation offre une possibilité intéressante d'exploration du rapport à la nature et des transformations révolutionnaires rapportées aux bêtes. La découverte de correspondances entre différents propriétaires ou utilisateurs des animaux, essentiellement parisiens et à tout le moins urbains, et les professeurs de l'École vétérinaire d'Alfort rend possible cette reconstitution². Il s'agit au total de deux cent trente-neuf lettres datées de 1778 à 1815 adressées à Pierre Flandrin, Philibert Chabert ou Jean-Baptiste Girard, personnalités éminentes de l'institution vétérinaire. Cette accumulation de missives, souvent courtes, se rattache à deux types d'échanges. Le premier, le plus important en volume, concerne les demandes de conseils, de remèdes ou d'expertises pour des animaux malades, contrefaits ou soupçonnés de vice caché. La seconde catégorie de correspondance renvoie à des échanges liés à des formes de sociabilité, amicales ou savantes, toujours interpersonnelles, entre quelques personnalités de l'institution vétérinaire et diverses familles parisiennes. Aucune de ces lettres n'est clairement motivée par des solidarités familiales, amicales ou institutionnelles, renvoyant alors en particulier aux logiques de patronage. Un procès-verbal de perquisition du cabinet et des appartements du directeur daté de l'an II le prouve³. Les courriers reçus par Chabert ont des statuts distincts et sont conservés dans des pièces et des meubles différents.

L'étude de ces correspondances renvoie pour le rapport à l'animal aux deux dimensions de la *polis* : la communauté politique est en même temps citée, c'est-à-dire un ensemble de lieux que les hommes partagent avec

(2) AD Val de Marne. Les numéros des lettres (entre parenthèses) renvoient à des cotes différentes : n° 645 à 762 : IETP 224 ; n° 812 à 987 : IETP 226 ; n° 1184 à 1191 : IETP 235 ; n° 1884 à 1898 IETP 258.

(3) Philibert Chabert fut inquiété en l'an II. AN F 7 4636, dossier Chabert.

les animaux. On peut envisager le triangle relationnel entre propriétaires, vétérinaires et animaux dans ce système de lieux et de liens. Au premier rang des lieux, le baquet et le salon évoquent ensemble l'insertion des vétérinaires dans les milieux urbains autour de préoccupations caractéristiques de la « science mondaine » et du goût pour l'histoire naturelle. Pris seul, le salon renvoie à la présence d'animaux de compagnie dans les demeures urbaines. L'écurie ouvre, enfin, sur toutes les dimensions de la présence équine.

À partir de ces lieux, il devient possible d'étudier la nature des liens associant l'animal et l'homme en les inscrivant dans des questionnements historiographiques plus larges et d'affirmer qu'il existe bien une dynamique révolutionnaire engageant le compagnon animal tout en nuancant les recours souvent faits en ce domaine à la dimension scientifique ou à la question de la sensibilité.

Baquets et salons

L'historiographie récente de la Révolution française a largement investi les savoirs naturalistes. De nombreuses études ont montré comment les dynamiques révolutionnaires s'inscrivent dans un contexte culturel et scientifique qui fit beaucoup plus qu'offrir un langage aux diverses modalités de transformation du monde⁴. À bien des égards, les révolutionnaires intègrent les événements dans un récit du monde naturel. Les animaux tant sauvages que domestiqués, tant choyés qu'en cage, ramènent l'homme de la fin du XVIII^e siècle à cette histoire en nourrissant les questions centrales de l'humanité et de l'animalité, de la domestication ou de la perfectibilité. Les succès de *l'Histoire naturelle* de Buffon ou du *Dictionnaire* de Valmont de Bomare en sont des aspects éminents⁵. Les savoirs naturalistes engagent-ils une forme d'intégration des bêtes dans une communauté du vivant ? Poser cette question revient notamment à se demander si on peut lire spécifiquement autour de ces bêtes, ces liaisons si recherchées entre les engagements scientifiques et les conceptions de l'organisation politique et sociale. « L'harmonie de l'homme avec la Nature » inclut-elle les animaux de la proximité ?

(4) Jean-Luc CHAPPEY, *Des naturalistes en révolution*, Paris, Éditions du CTHS, 2009 ; Mary Ashburn MILLER, *A Natural History of Revolution*, Ithaca, London, Cornell University Press, 2011 ; Emma SPARY, *Utopia's Garden: French Natural History from Old Regime to Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2000.

(5) Jacques ROGER, *Les sciences de la vie dans la pensée française du XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1971.

Les savoirs naturalistes sont accessibles partagés et parfois populaires. Les livres, les lectures, les cours publics, les laboratoires ou les collections dessinent une configuration sociale et scientifique particulière dans laquelle les pratiques savantes se développent⁶. Il eut dès lors été étonnant que les vétérinaires d'Alfort en fussent absents. Trente-deux lettres indiquent d'une manière explicite l'insertion de certains professeurs d'Alfort dans ces « cercles » parisiens, d'autres l'évoquent d'une manière plus fugace. Des professeurs de l'École d'Alfort participent à la fin de l'Ancien Régime de ces pratiques de la « science mondaine » : il s'agit de Philibert Chabert et Pierre Flandrin, respectivement directeur et directeur adjoint. Parmi les préoccupations partagées par les vétérinaires et leurs correspondants, on se serait attendu à trouver l'agriculture et l'économie rurale dans son ensemble. Ces domaines sont alors largement investis, par la noblesse notamment⁷. L'École vétérinaire d'Alfort se veut alors un lieu de diffusion des progrès agronomiques. Pourtant, l'analyse des correspondances écarte ce sujet. Aucune lettre ne mentionne l'agriculture, fût-elle « nouvelle », et une seule l'élevage. Cette absence peut s'expliquer : ces questions avaient motivé la création d'espaces et de pratiques sociales propres, en particulier les sociétés d'agriculture, auxquels les vétérinaires étaient intégrés, y recevant leur part d'honneur et de tracas⁸.

D'autres silences sont éloquents, sur les animaux eux-mêmes, ceux qu'on trouve dans les salons, ces animaux de compagnie ou d'amusement. Un des premiers « vétérinaires de ville » en donne la liste dans un ouvrage qu'il leur consacre en 1780 : singes, chiens, chats, écureuils, perroquets, serins, bouvreuils, merles⁹. Ces animaux ne semblent pas susciter une quelconque sociabilité à laquelle les vétérinaires seraient conviés. Il semble même possible d'aller plus loin. Le livre de Buc'hoz qui n'est qu'une reprise plus ou moins habile de ses autres traités, la faiblesse de la littérature qui leur est consacrée comme l'absence de sollicitation des vétérinaires dans cette perspective y incitent. Présents dans les hôtels particuliers ou les appartements, chats et chiens ne semblent pas l'objet d'une curiosité savante ou d'un engouement particulier aux motivations scientifiques dans le cadre de la vogue pour l'histoire naturelle ou les savoirs animaliers.

(6) Jean-Luc CHAPPEY, « Enjeux sociaux et politiques de la "vulgarisation scientifique" en Révolution (1780-1810) », *AHRF*, n°338, octobre-décembre 2004 ; Antoine LILTI, *Le Monde des salons, sociabilités et mondanités à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 2005.

(7) Nadine VIVIER (dir.), *Élites et progrès agricoles XVI^e-XX^e siècle*, Rennes, PUR, 2009.

(8) André J. BOURDE, *Agronomes et agronomies au XVIII^e siècle*, Paris, SEVPEN, 1967.

(9) *Traité de l'éducation des animaux qui servent d'amusement à l'homme* par M***, Paris, chez Lamy, 1780.

D'autres animaux pourtant justifient un lien entre nos vétérinaires et les Parisiens : ceux des collections, des cabinets et des laboratoires. La visite des collections d'Alfort suscite en effet une curiosité propre à les rapprocher :

« Monsieur et bon ami, Comme vous ne pouvez pas être libre mardi prochain, pour nous faire voir le cabinet, mr Trouvette vous propose de trouver bon que ce soit le jeudi, le vendredi ou le samedi, le jeudi principalement conviendrait davantage » (1888) ; « j'espère dès que tous les embarras des premiers jours et des fêtes seront passé vous allez faire mes remerciemens ma femme je compte sera de la partie, puis je espérer que vous voudrez bien luy procurer le plaisir de voir le cabinet de l'École, tout ce que je luy en ay dit a excité une curiosité qu'elle voudroit bien satisfaire » (1886)¹⁰.

Si l'École vétérinaire est un lieu remarquable pour les regards étrangers à la sphère vétérinaire, c'est moins pour son objet que par la présence d'un cabinet de zoologie et d'anatomie suffisamment riche pour être comparé au cabinet du docteur Hunter de Londres et être considéré à la fin du XVIII^e siècle comme sans équivalent en France, si ce n'est dans les collections du Jardin du Roi. De nombreuses descriptions de Paris le rappellent aux curieux¹¹. La variété des espèces présentées, la virtuosité anatomique et la maîtrise affirmée des techniques de préparation et de conservation des individus représentent autant de richesses attirant les regards parisiens. Pierre Flandrin et Philibert Chabert avaient été associés personnellement à la recherche et à l'acquisition des différentes pièces. Leur savoir-faire est reconnu, tant dans l'anatomie que pour les techniques de conservation perfectionnées à Alfort¹². Après Honoré Fragonard, dont les écorchés font encore la renommée du musée de l'École vétérinaire¹³, le grand artisan des collections est Pierre Flandrin. La qualité de ses travaux anatomiques lui vaut alors une reconnaissance qui lui ouvre la porte des salons parisiens comme des sociétés savantes¹⁴.

(10) Le numéro renvoie à la cote de la lettre. Voir note 2.

(11) Jacques-Antoine DULAURE, *Nouvelle description des environs de Paris*, seconde édition, première partie, Paris, chez Lejay, 1787, p. 205.

(12) *Instructions et observations sur les maladies des animaux domestiques*, Paris, imprimerie de madame Huzard, Tome IV, an X, p.18-19.

(13) Yvonne POULLE-DRIEUX, « Honoré Fragonard et le cabinet d'anatomie de l'École d'Alfort pendant la Révolution », *Revue d'histoire des sciences et de leurs applications*, 1963, tome XV, p. 141-162.

(14) Jean-Luc CHAPPEY, *Des naturalistes en Révolution*, op. cit., p. 234.

Remerciements, échanges autour de livres, salutations ou invitations, forment des traits communs aux sociabilités des salons et à la correspondance des vétérinaires. Parmi ces invitations, certaines dessinent assurément les contours d'une science « mondaine ». M. Husson, conseiller à la cour des Aides, messieurs et mesdames les marquis et marquises de Vitermont, de Vieilmaisons, de Romé, de la Roche du Maine, MM. de Montmignon, Moreau ou encore Costel, tous s'empressent d'inviter Pierre Flandrin à livrer ses secrets, ses « effets merveilleux » « si surprenants », « ses réflexions magnétiques ». Cinq lettres nous dévoilent en effet un pan des « mystères mesmériens »¹⁵ auxquels Pierre Flandrin et Philibert Chabert participent dans les dernières années de l'Ancien Régime (714, 1892, 1896-98). Les cinq courriers sont datés de mai 1784 au moment même où deux commissions scientifiques débute une enquête qui aboutit à la condamnation sur la place publique des théories de Mesmer¹⁶. Ces documents renvoient à la complexité de l'histoire du magnétisme animal. Ils mentionnent d'abord deux types de pratiques. L'utilisation du baquet mesmérien, d'abord. Membre de la Société de l'Harmonie, Pierre Flandrin, à qui l'on souhaite de « grands progrès dans les mystères mesmériens », échange avec ses correspondants autour du « grand prêtre », du « sacré baquet » et de la « corde magique » (1898). Le second type renvoie à des manifestations hypnotiques. Une lettre figurant dans la correspondance de Philibert Chabert rapporte en effet une étrange expérience. L'abbé de Redon en fait le récit :

« Nous étions dix personnes à dîner rue des universités au sortir de table la conversation roule sur le magnétisme de la manière d'opérer et d'en ressentir les effets, je raconte ce que j'avois vu hier à Charenton¹⁷, les différentes crises que nos malades avoient éprouvées, les merveilleux effets que chacun me dit ressentir depuis que vous les traités etc. [...]. Le café pris mr Labbé de Montrouge me prie de prouver sur lui si je ne pouvois lui procurer aucune sensation au moien des signes et attouchements que je vous avez vu faire aussitôt ne croiant faire qu'une plaisanterie, je me mis en devoir, et à un pied de distance je passe cinq ou six fois l'index depuis le fron jusque vers le pilore de l'estomac puis deux fois je parcours de mes deux mains ses deux bras jusque à l'extrémité des doigts ensuite mes deux

(15) Robert DARTON, *La fin des Lumières. Le mesmérisme et la Révolution*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1984.

(16) Bruno BELHOSTE, *Mesmer et la diffusion du magnétisme animal à Paris (1778-1785)*, à paraître aux éditions Omniscience, 2014.

(17) La commune de Charenton est voisine de celle d'Alfort et la confusion est courante.

maines appliquées sur chacune des épaules je dessant en glissant légèrement jusqu'au creux de l'estomac ou à peine arrivé car L'abbé éprouve la crise la plus affreuse, crie en furieux [...] ». (714).

Cette version semble plus proche des expériences de Puységur que des passes magnétiques d'Anton Mesmer.

Le partage entre savoirs et pratiques mondaines est complexe. La lettre du Conseiller à la cour des Aides, M. Husson, ramène à une dimension sociale et spectaculaire affirmée :

« nous n'avons pu nous empêcher, monsieur, de témoigner notre étonnement des effets merveilleux dont vous avez bien voulu nous rendre témoins vendredi dernier, maman, mon oncle, qui se rappelle avoir eu le plaisir de vous voir et quelques personnes de notre société ont formé le projet de se convaincre par leurs yeux d'effets si surprenants qu'elles n'ont pu s'attacher notre confiance au prestige involontaire attaché à la conversation d'un homme aimable et instruit ; je me suis chargé monsieur de vous demander si, sans indiscretion, et sans vous gêner, nous pourrions aller vendredi prochain 14 mai applaudir à votre traitement [...] » (1892).

Pourtant, on ne peut réduire les « prodiges » et les « traitements » à leur seule théâtralité. Un véritable intérêt scientifique se mêle à la curiosité. La lettre de M. Moreau en témoigne :

« [...] Vous m'aviez promis que vous m'enverriez quelques-unes de vos réflexions magnétiques. Faites-moi la grâce de me les mettre au brouillon et surtout de me dire quelle est la nature de l'agent magnétique, de quelle particule il est formé, si les courants d'air qui tourbillonnent autour de nous empêchent sa direction, quelle est la puissance qui le fait agir d'un corps à un autre, quel effet il fait sur nos humeurs en y pénétrant, quelles sont les maladies que soulagent sa présence, s'il est le véhicule de la production [...], développez moi votre système » (1897).

Derrière le tourbillon des questions se lisent alors une soif encyclopédique de savoirs, la volonté de percer les lois de la nature et de véritables préoccupations scientifiques. Pierre Flandrin n'est pas qu'un manipulateur habile, c'est avant tout un professeur dont la réputation se construit et se renforce. C'est en tant que savant qu'il intervient. Dans le cadre de ces manipulations magnétiques, on constate un va-et-vient entre l'École vétérinaire et les salons parisiens. Pierre Flandrin est réputé avoir percé les mystères indépendamment de Mesmer ou de Puységur. Si

Moreau tient tant à connaître les secrets du vétérinaire, c'est qu'il « lui avait promis tout cela bien avant de rien promettre à Mesmer ». Madame Roland l'indique également : il magnétise « sans avoir pourtant le secret de Mesmer »¹⁸. Il magnétiserait d'abord les chevaux. Diverses mentions font état en effet d'expériences dans les écoles vétérinaires de Lyon et d'Alfort. Bergasse dans ses *Considérations sur le magnétisme animal* y fait référence s'en servant pour accréditer le caractère sérieux, et dirions-nous par facilité, scientifique des principes alors condamnés¹⁹. Pour Pierre Flandrin et Philibert Chabert, le magnétisme est d'abord un procédé thérapeutique potentiellement efficace. En septembre 1784, après la condamnation du mesmérisme par les institutions scientifiques commises, ils réclament à Bertier de Sauvigny alors en charge de l'École vétérinaire, la construction de deux bâtiments, une bergerie et une écurie « circulaire dans laquelle sera un baquet pour magnétiser les animaux ». Curieusement pour nous, l'argumentation développée dans la lettre se limite à l'orientation de l'ouverture de la bergerie. Ce qui concerne l'écurie circulaire est neutre, informatif : une mention que la construction n'occasionnera aucune dépense (elle sera faite de matériaux récupérés) et un rapide croquis²⁰.

Toutes ces demandes et ces manipulations ne vont toutefois pas sans une mise à distance critique. Deux des lettres révèlent, non sans ironie, que la part d'interrogation sur l'efficacité ou les ressorts des magnétisations fait partie de la réflexion et de la pratique. Elles mettent en jeu ce qui relève de la mise en scène, de l'autosuggestion, de la bonne ou de la mauvaise pratique. Davantage que sur des certitudes, le magnétisme animal semble alors ouvrir sur des savoirs interrogatifs. Touché par le maître de cérémonie, ceint de la corde, magnétisé et frictionné, M. Moreau n'en fut « pas plus ébranlé que la Bastille » : il n'est pas de ces « incrédules obstinés ». L'abbé de Redon se montre lui « craintif » et étonné : « quelle est ma surprise que moi qui n'ai fait qu'assister à vos expériences la veille sans avoir été magnétisé j'ai pu aussi promptement exercer autant de violences, procurer des effets aussi extraordinaires ».

Au-delà des aspects renvoyant aux salons, les manipulations magnétiques et les collections induisent deux questionnements. Le premier renvoie aux modalités alors en cours de diffusion mais également de certification

(18) *Lettres de Madame Roland* publiées par Claude Perroud, Tome 1, 1780–1787 Paris, Imprimerie nationale, 1900, 127, lettre à Roland du 20 avril 1784, p. 371-372.

(19) Nicolas BERGASSE, *Considérations sur le magnétisme animal ou sur la théorie du monde et des êtres organisés d'après les principes de M. Mesmer*, La Haye, 1784.

(20) AN F 10 1194, lettre de Philibert Chabert à Bertier du 20 septembre 1784.

des savoirs et des pratiques scientifiques. D'abord élaborées à Alfort, les techniques de Pierre Flandrin sont ensuite reprises et comme rendues « scientifiques », selon les normes d'une science « mondaine », par l'empressement de l'auditoire, par les discussions qu'elles suscitent et par le spectacle vrai puisque vu. Bergasse l'a bien compris qui pose la question de la validité des principes de Mesmer sur ces deux terrains empruntés par Pierre Flandrin et Philibert Chabert : celui de l'opinion publique puisque « c'est à tort qu'on croit qu'il n'appartient qu'aux savans de prononcer sur le mérite et la réalité d'une découverte. Rarement un savant, c'est à dire un homme qui a recueilli, qui a comparé beaucoup d'idées trouvées avant lui, peut entendre un homme de génie qui lui annonce un ordre de vérité nouvelles ». Celui ensuite des expériences, faites pour « démontrer physiquement le magnétisme » : celles tentées sur les animaux et qui « ont été suivies du succès le moins équivoque, quelquefois même du succès le plus inespéré » ont alors une valeur particulière²¹.

Le second questionnement nous conduit à revenir sur ceux qui sont absents ou repoussés dans l'ombre : les animaux. Rien en effet ne nous permet de conclure à un engouement qui aurait intégré les vétérinaires d'Alfort. Si l'École est alors célèbre pour ses cabinets et ses collections anatomiques, elle aurait pu l'être également pour sa ménagerie. Rien ne permet de le penser. Une seule lettre la mentionne, celle d'un Rouennais, fort avide des qualités gustatives d'une espèce de dinde blanche élevée dans les parcs de l'École (715). Pour leur part, les chevaux comme les chiens sont rarement mentionnés dans le contexte « mondain ». Leur évocation ne semble ouvrir sur aucune pratique typique du salon même s'il faut reconnaître que le soin est créateur de relations de circonstances. Cette absence renforce paradoxalement les conclusions des nombreuses études consacrées à l'engouement pour l'histoire naturelle à la fin du XVIII^e siècle. La ménagerie d'Alfort est alors celle de Daubenton, un lieu voué à l'étude, l'acclimatation ou le croisement d'espèces destinées à l'économie vétérinaire, à l'amélioration de l'élevage dans un but utile. Elle répond alors peu à la culture de la curiosité. S'y lisent davantage les impératifs économiques que le spectacle de la science. D'autres cercles s'en emparent pourtant mais qui semblent ignorés par les salons²². Si le public des salons se rend à Alfort, c'est pour voir les écorchés mis en scène par Fragonard,

(21) Nicolas BERGASSE, *Considérations sur le magnétisme animal ou sur la théorie du monde et des êtres organisés d'après les principes de M. Mesmer*, op.cit., p.136.

(22) Malik MELLAH, « Portrait du berger en figure républicaine », *AHRF*, n°374, 2013, p. 85-110.

l'opossum, les fœtus de différentes espèces y compris humaine ou les cerveaux « préparés ». Le « spectacle » de la science est une découverte de la nature, de ses lois et de ses mystères : la mort, la génération, la pensée... On comprend alors que les attentes d'amateurs tels que Moreau ou le marquis de la Roche du Maine fassent du magnétisme animal une hypothèse scientifique majeure. On comprend également l'importance de l'histoire naturelle dans l'émergence d'un espace public ou de l'affirmation de l'identité entre l'ordre des lois et celui de la nature. Les animaux de compagnie ou domestiques ne pouvaient susciter de telles dynamiques. Ils rapportent à une subordination, celle du corps, celle des lois de la nature, dont la liberté.

« L'homme change l'état naturel des animaux en les forçant à lui obéir et les faisant servir à son usage. Un animal domestique est un esclave dont on s'amuse, dont on se sert, dont on abuse, qu'on altère, qu'on dépayse et que l'on dénature, tandis que l'animal sauvage, n'obéissant qu'à la Nature, ne connaît d'autres lois que celles du besoin et de la liberté »²³.

Comment cet espace savant pouvait-il promouvoir un esclave moqué ou s'en faire référence au-delà de la seule valorisation de la fidélité ? Il n'est pas étonnant que, dans une forme de paradoxe, les discussions « philosophiques » sortent le chat et le chien des salons, comme madame de Saint-Ange le domestique du boudoir²⁴, lorsque l'*Histoire naturelle* de Buffon dans ses gravures les « enchaîne », loin du spectacle de la Création, aux coussins et aux fauteuils. Les savoirs naturalistes vulgarisés ne semblent, au regard de nos correspondances, que très peu engager les animaux de la proximité dans les réflexions « philosophiques » ou politiques à la fin de l'Ancien Régime. La question du soin pris dans toutes ses dimensions, beaucoup plus présente dans le *corpus*, mérite alors d'être interrogée dans les salons et les écuries : soigner les bêtes, est-ce renouer « l'harmonie de l'homme avec la Nature » ?

Salons et écuries

Aux États-Unis davantage qu'en France, les animaux ont été réintroduits dans l'historiographie par une histoire écologique, en particulier

(23) BUFFON, « Discours sur la nature des animaux », *Œuvres*, Paris, Gallimard, coll. La Pléiade, 2007, p. 499.

(24) SADE, *La philosophie dans le boudoir*, éditions la Musardine, Paris, 1997 p. 160.

urbaine²⁵. Un des principaux questionnements développés vise à considérer les conséquences de l'insertion de « non-humains » dans un espace déjà très peuplé, saturé de signes, de symboles et de codes. Coprésence et interactions s'établissent entre les hommes comme avec toutes les formes de vie : l'animal partage, selon la formule consacrée, un air, un espace et une économie avec les citadins. Cette histoire se construit à la hauteur de la chaussée, autour de problèmes triviaux : savoir comment la migration animale se produit, comment sont logés et contrôlés les « migrants ». À un degré différent, on cherche à connaître les cadres sociaux, réglementaires ou mentaux, dans lesquels les relations entre espèces s'établissent : comment sont contrôlés non seulement les animaux mais ceux encore qui les contrôlent ? Derrière ces interrogations, les historiens anglo-saxons intègrent l'animal à l'étude d'autres révolutions : l'industrialisation et l'urbanisation d'un pays « neuf ». Pour autant, le questionnaire établi n'est pas à vouer à l'inanité pour la fin du XVIII^e siècle français. De nombreuses études révolutionnaires continuent en effet d'interroger le partage de l'urbain depuis la sphère domestique familiale jusqu'aux plus grandes artères de la capitale²⁶. Le cadre matériel ne peut être coupé des univers culturels, spirituels ou politiques. Avant d'être dans les livres, les animaux sont dans les rues. L'interrogation sur la nature puis le changement dans l'ordre du monde amorcent-ils la naissance d'une véritable cause animale enracinée dans le contexte quotidien ? La naissance d'une offre de soin vétérinaire entraîne-t-elle un changement dans la façon dont l'animal est perçu ?

Il existe à la fin du XVIII^e siècle une demande de services de ce que nous pourrions qualifier de « médecine vétérinaire urbaine ». Il convient d'abord de s'intéresser à cette demande et de considérer les services sollicités. Fort naturellement, trois types de demandes dominent : elles concernent des diagnostics, des hospitalisations et des remèdes. Il est toutefois intéressant de noter les aspects nettement sous-représentés. Ils se rapportent d'abord à tout ce qui préside à la migration des animaux depuis les campagnes jusqu'aux villes. On ne trouve que peu de traces de demande de conseils, d'examen préalable, d'assistance avant l'achat d'un cheval ou d'un chien. Le marché des animaux est constitué bien avant la création des écoles vétérinaires. Si l'on y enseigne dès l'origine la connaissance

(25) Clay MC SHANE, Joel TARR, *The Horse in the City, living in the Nineteenth Century*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2007.

(26) Richard FLAMEIN, « L'univers matériel et la construction de l'identité bourgeoise : le cas Le Couteux », *AHRF*, 362, 2010, p. 3-29 ; David GARRIOCH, « La bourgeoisie parisienne au début du XIX^e siècle : le cas du faubourg Saint-Marcel », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 34, 2007, p. 39-53.

des signes par lesquels on juge de la santé des animaux et des qualités qu'ils doivent avoir pour l'usage qu'on en fait, il est des manques. La Société royale de médecine insiste en 1790 pour rapprocher le savoir des vétérinaires du commerce des bestiaux, en proposant d'envoyer les élèves faire quelques observations sur les marchés et les foires au bétail²⁷. Il y a bien une coupure. Le marché principal est celui des chevaux. C'est un marché complexe et déséquilibré : chaque cheval est vendu de manière individualisée dans le cadre d'une négociation entre deux personnes²⁸. Choisir un cheval est un art requérant des années d'expérience et demeure toujours une science inexacte à laquelle les vétérinaires d'Alfort ne sont pas associés directement – ils le sont par la somme de savoirs qu'ils produisent. Les seules questions en rapport avec le marché concernent les cas très particulier d'un cheval devant être abandonné au terme d'un procès et que l'acheteur lésé souhaite tout de même récupérer (984) et la demande du remplacement « à l'identique » d'un cheval (866).

Les correspondances ne nous apprennent rien non plus sur les questions du logement et de la nourriture ordinaire. Est-ce à considérer qu'aucune demande non satisfaite n'existe alors en ces matières ? Cela est peu certain puisqu'il existe toute une littérature hippiatrice et que l'un de ses plus brillants auteurs, Lafosse, bon connaisseur de ce marché, tentant d'ouvrir au cœur de Paris un « hôpital ou infirmerie de chevaux », se propose de donner « des consultations sur tout ce qui concerne la connaissance du cheval, tel que son achat, l'hygiène, ou l'art de le conserver en santé, l'équitation et les haras »²⁹. La mise au travail ne constitue pas non plus le motif d'une interrogation formulée par les propriétaires aux vétérinaires, non plus que les fers, les selles ou les attelages. Tout un monde du cheval existe alors à Paris comme dans les grandes villes : les maréchaux possèdent un ensemble de privilèges et les animaux sont confiés à des professionnels plus ou moins compétents.

L'absence de ces aspects quotidiens et triviaux permet d'envisager la sollicitation de l'École vétérinaire d'Alfort dans un autre cadre. Par ces demandes, il s'agit moins de la continuation de la maréchalerie ou de la vénerie, domaines qui ont leurs spécialistes, que de l'amorce ou de

(27) « Nouveau plan de constitution pour la médecine en France, présenté à l'Assemblée nationale » dans *Instructions et observations sur les maladies des animaux domestiques*, op.cit., p. 412.

(28) Daniel ROCHE, *La Culture équestre de l'Occident XVI^e - XIX^e siècle, L'ombre du cheval*, Tome 1, *Le cheval moteur*, Paris, Fayard 2008.

(29) AN F 10 1194, demande de Lafosse en vue d'obtenir la permission d'établir une infirmerie pour les chevaux (1788).

l'émergence d'une situation nouvelle ou d'un état d'esprit différent qui ferait d'un certain nombre d'animaux les sujets d'une médecine spécialisée. Cette situation particulière mérite alors d'être interrogée. Est-elle le produit d'un ensemble de circonstances liées à la demande et à l'utilisation des animaux, la conséquence de l'offre de soins suscitée par la naissance du vétérinaire ou de l'apparition d'une conscience particulière (changement de regard ou de sensibilité) de tout ou partie des propriétaires urbains ? Ces questions ont été récemment abordées, faute de pouvoir pénétrer les consciences sous l'angle, plus ou moins théorique ou littéraire, de la sensibilité et de la souffrance, en partant des débats ou des discours sur la question de savoir si on considérerait que l'animal avait en partage cette souffrance et cette sensibilité³⁰. Le point de vue du propriétaire permet une autre appréhension de l'animal et de ces débats.

C'est pour des motifs essentiellement médicaux que les propriétaires sollicitent les vétérinaires d'Alfort. On retrouve dans ces demandes les cinq parties de la médecine définie par les modernes (physiologie, pathologie, sémiotique, hygiène et thérapeutique). Le premier motif est l'envoi en cure dans les hôpitaux de l'École. La présence des hôpitaux dans les institutions lyonnaise puis parisienne est pensée dès l'origine par leur fondateur comme un attribut essentiel. De tels équipements manquent dans le royaume et sont un moyen de formation des futurs artistes par le rassemblement d'animaux atteints de différents maux. De plus, ils doivent permettre d'attirer renommée et faveur. Dès l'annonce de leur ouverture, Claude Bourgelat insiste sur la modicité du prix, voire sur la gratuité pour les « pauvres cultivateurs »³¹. Pourtant, peu nombreux sont les cultivateurs, même aisés, et encore plus rares les propriétaires pauvres. Dans l'ensemble, les hôpitaux accueillent des animaux appartenant à des propriétaires parisiens. Les relevés effectués dans nos correspondances sont très largement corroborés par des statistiques établies à partir des registres d'entrée³².

Les motifs d'hospitalisation n'ont rien de surprenant, compte tenu de la nature des animaux considérés. Chevaux qui boîtent ou qui toussent forment le cortège des hospitalisés. Les écuries de l'École n'accueillent

(30) Éric BARATAY, « La promotion de l'animal sensible. Une révolution dans la Révolution », *Revue historique*, 2012/1, p. 131-153 ; Gilles BARROUX, « La santé des animaux et l'émergence d'une médecine vétérinaire au XVIII^e siècle », *Revue d'histoire des Sciences*, Tome 64-2, 2011, p. 349-376.

(31) Claude BOURGELAT, *Art vétérinaire ou médecine des animaux*, Paris, Vallat la Chapelle, 1767, p. 3 et 12.

(32) Par exemple, en janvier 1788 sur 44 propriétaires ayant présenté une bête seuls 4 étaient des agriculteurs. AN F 10 96.

toutefois pas seulement des animaux malades. Il en est d'autres à conformer ou à transformer selon le désir de leur propriétaire et les codes sociaux en vigueur.

Aux hospitalisations s'ajoutent les demandes de diagnostic. Nombreux sont les propriétaires qui révélant les symptômes ou les maux dont souffrent leurs animaux veulent être éclairés. Les récits peuvent être longs, reprenant les détails de la découverte du problème, d'un accident, des états successifs de la bête malade. Les propriétaires évoquent souvent les attitudes de ces animaux, leur manque d'appétit ou leur abattement. Davantage que la possibilité de donner un nom aux maux dont souffre leur animal, ils veulent le plus souvent pouvoir envisager la situation à venir. Les lettres parviennent parfois accompagnées de la bête malade et peuvent engager une invitation qui déborde la seule nécessité. « Monsieur le duc du Chatelet vous prie de bien vous transporter à Paris pour raisonner avec vous sur la maladie d'un de ses chevaux » (839) ; en septembre 1780, le gouverneur de la Bastille, Delaunay, invite Chabert d'abord à visiter son cheval, ensuite à partager un dîner (851).

Une troisième motivation se détache, c'est la demande de prescriptions. Par-là, il faut entendre tout un ensemble de préparations pharmaceutiques telles que l'huile empyreumatique, servant aussi bien aux hommes qu'à leurs bêtes, des confirmations sur la nécessité de continuer telle onction ou tel emplâtre mais également des demandes d'information concernant les régimes. Ainsi, pour Bourget, négociant de Rouen, « les lumières que vous avez acquises sur toutes espèces de nourriture convenant au cheval me font recourir à vous pour avoir votre sentiment sur le marc d'amandes douces dont on a exprimé l'huile sous presse » (815).

Des motifs de l'intervention vétérinaire, il est intéressant de passer aux motivations du propriétaire. Pourquoi fait-il appel aux vétérinaires ? Soigne-t-on l'animal utile conçu comme machine, celui qui tire, traîne, porte et protège ou l'animal conçu comme un être sensible, souffrant et sentant ? Ces questions sont centrales si l'on veut envisager la nature et les termes des débats sur le traitement de l'animal et l'éclosion, plus ou moins tardive, d'une « cause animale » spécifique ; centrales surtout si on veut l'envisager sans la renvoyer aux seules considérations philosophiques.

Il nous faut alors reprendre ce qui n'a été qu'implicite et définir précisément les animaux concernés. Deux espèces seulement fixent les demandes. Il s'agit de chevaux et, accessoirement, de chiens (seulement quinze courriers). Si on considère la façon dont les chevaux sont présentés

par leurs propriétaires, il faut noter que rares sont les références à « l'espèce » ou à l'origine. On ne mentionne qu'exceptionnellement si le cheval est « de Hollande », « Barbe » ou « Anglais ». Seuls les vétérinaires y font référence systématiquement dans les registres des hôpitaux. Sans origine, le cheval est également sans nom. Un seul sort de l'anonymat, Tamerlan, un étalon de haras (877). Ces animaux sont mentionnés d'une manière neutre, il faut examiner ou soigner « mon cheval », « une de mes juments ». Lorsqu'il y a une caractérisation, c'est la destination ou l'utilité de l'animal qui sont précisées : « je vous envoie un de mes chevaux de carrosse » (822 ; 845), une jument « de selle » (829), on présente un cheval propre « tant à la voiture en volée qu'à la charrue » (843). L'âge, la taille comme le « caractère » de la bête ne sont évoqués que comme des traits découlant de cette destination.

Dans le cas des quinze courriers concernant les chiens, la « destination » de l'animal est très rarement précisée : un chien est employé « utilement pour la cuisine », et dans un autre cas, il est mentionné que le chien « chasse tous les jours » sans que l'on sache si on fait référence à l'activité humaine (888). Beaucoup plus que pour les chevaux, c'est la race du chien qui est précisée : « barbet », « braque », « chien-loup », « levrette ». On a surtout des éléments qui individualisent l'animal. En premier lieu, on insiste sur la taille. L'animal est rarement grand, il s'agit d'une « petite chienne », d'une « petite bête » (904), d'un « petit individu » (902) ou d'un chien de la « petite race ». Le braque et le barbet seuls ont le droit à une grande ou belle taille. Ceux qui partagent le domicile de l'homme sont les plus petits. L'individu peut également être dépeint par son âge ou sa « maternité » récente. Enfin et là n'est pas la moindre des formes d'individualisation, certains sont nommés avec affection : « Mouchette », « madame Pouponne ». Tous ces traits qui singularisent ces animaux traduisent une division assez nette : il existe dans le *corpus* deux types de chien : un, dominant par le nombre et la longueur des lettres, tourné vers l'intérieur, pour lequel il n'est fait aucune référence à l'utilité ; un autre, moins fourni, celui des grands chiens qui travaillent.

Pourquoi ces propriétaires sollicitent-ils des « actes médicaux » pour leur animal ? Le cas des chiens est révélateur car la demande est presque toujours explicitement motivée. Davantage que l'utilité, c'est un rapport affectif, sensible, quasiment familial qui est à l'origine de la plupart des démarches. Il est présenté comme tel au vétérinaire, parfois avec gêne ou recul critique. L'affliction de la bête, ses souffrances, son abattement sont présentés comme justifiant le soin. Les lettres regorgent d'attention au sort du pauvre animal et au lien qui l'unit à son maître. Si elle n'a

pas l'ampleur ni la profondeur d'un traité philosophique l'addition des notations fait sens : « la pauvre chienne » (872), un chien « que j'aime infiniment » ou « qu'elle chérit beaucoup » (919) « qu'il aime beaucoup » (900) sont des désignations qui soutiennent l'argumentaire. On évoque ensuite « une douceur qu'elle doit à la pitié de sa maîtresse », des « pauvres pattes [qui] la soutiennent mal », « les motifs de mon double attachement pour elle » (902), une petite chienne « extrêmement délicate » [...] que l'on a « le plus grand désir de soigner » car elle est aimable et très jolie (944). Une chienne souffrant, étendue sur le côté, sans aucun mouvement et les yeux à l'envers forme un « un spectacle vraiment pitoyable ». On craint beaucoup pour des compagnons qu'on « désire conserver » (964 ; 957). Il s'établit avec ces animaux des rapports familiers : ce sont des « individus », la chienne et ses chiots peuvent devenir « une » mère et « ses enfants ». Une communauté du soin s'établit avec ceux qui sont de véritables patients : on les baigne, on les frotte, on les nourrit de denrées délicates. La petite Mouchette mange de tout hors de la viande. Pain, œufs, légumes, fruits, figues, melon, poires ou raisin forment son ordinaire.

Pour les chiens, on retrouve deux traits constitutifs de l'animal de compagnie : une motivation nettement « défonctionnalisée » et une infantilisation du compagnon³³. Les vétérinaires se trouvent sollicités par cette demande pour eux nouvelle. Rien n'est alors prévu dans la formation vétérinaire et la définition même du phénomène que les Anglo-Saxons qualifient de *pet keeping* pose problème. D'un côté, le propriétaire soucieux de sa bête a peur de passer pour « un peu ridicule ». De l'autre, lorsqu'un médecin des bêtes, Joseph Buc'hoz, sentant s'ouvrir un nouveau marché, rédige en 1780 un traité à l'usage des propriétaires, rien ne caractérise le rapport exact qui unit le propriétaires à son compagnon : « après avoir donné des traités sur les animaux utiles, il convenait aussi d'en publier un pour les animaux qui servent d'amusement, qu'on élève dans toutes les grandes villes, et qui peuvent encore nous procurer quelques avantages ; nous avons rangé dans l'ordre de ces animaux quatre quadrupèdes et huit oiseaux [...] qu'on trouve communément dans presque toutes les maisons de Paris et des capitales de province »³⁴. La nature précise du phénomène n'est pas envisagée. On méconnaît que la justification de la relation des propriétaires à ces animaux dérive de la relation elle-même. Ces individus

(33) Jean-Luc GUICHET, « L'animal familial aujourd'hui : la réduction du domestique à l'approuvé », *Le divan familial*, 2011/1, n°26, p. 18.

(34) *Traité de l'éducation des animaux qui servent d'amusement à l'homme par M***, Paris, op.cit., p.v-vi.*

valorisent leurs animaux, non parce qu'ils sont utiles, mais parce qu'ils correspondent à des besoins sociaux et émotionnels comparables mais pas nécessairement identiques à ceux remplis par les compagnons humains³⁵.

Pour comprendre les motivations qui poussent divers particuliers à solliciter les vétérinaires d'Alfort pour leurs chevaux, il faut changer de registre et faire appel à un curieux hippiatre, un naturaliste marginal. C'est en effet dans les pages du *Traité d'économie politique* de Jean-Baptiste Say davantage que dans les œuvres de Bourgelat ou de Lafosse que se trouvent le plus clairement énoncées les raisons qui expliquent les demandes collectées. Le cheval que l'on soigne est plus qu'un « cheval-moteur », il est un « cheval-producteur ».

« La valeur que les hommes attachent aux choses a son premier fondement dans l'usage qu'ils peuvent en faire. Les unes servent d'alimens, les autres de vêtemens ; d'autres nous défendent de la rigueur du climat, comme les maisons ; d'autres, telles que les ornemens, les embellissemens, satisfont des goûts qui sont une espèce de besoin, ou seulement la vanité, qui est un besoin encore. Toujours est il vrai que si les hommes attachent de la valeur à une chose, c'est en raison de ses usages : ce qui n'est bon à rien, ils n'y mettent aucun prix. [...] »³⁶.

Deux motifs en rapport avec cette production d'utilité constituent la quasi-totalité des demandes d'actes médicaux à destination des chevaux : l'augmentation de la valeur et la protection de la possibilité de « création d'utilité ».

Par augmentation de la valeur, nous entendons essentiellement la pratique d'une opération visant à modifier la constitution physique de l'animal dans des buts d'ornemens et d'embellissemens. Il s'agit de l'anglaisage ou niquetage du cheval. « J'ai amené de ma campagne, monsieur, une petite jument à laquelle je désire faire couper la queue à l'anglaise dans l'espoir que vous voudrez bien lui faire faire cette opération de manière qu'elle la porte la mieux possible » (823, 826, 827). Cette opération consiste à inciser ou à enlever les muscles coccygiens abaisseurs³⁷. Cet acte médical

(35) Aubrey MANNING and James SERPELL (dir.), *Animals and Human Society, Changing Perspectives*, Routledge, London New York, 1994 ; Kathleen KETE, *The Beast in the Boudoir, Petkeeping in Nineteenth -Century Paris*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 1994.

(36) Jean-Baptiste SAY, *Traité d'économie politique*, Tome Premier, Paris, Rapilly, 1826, p. 4-7.

(37) François VALLAT, « Anglaise ou niquetage des chevaux », *Bulletin de la Société française d'Histoire de la médecine et des sciences vétérinaires*, 2009, 9, p.17-33.

n'a rien de thérapeutique et nous le qualifierions aujourd'hui d'opération de convenance. La pratique d'abord répandue en Angleterre s'est diffusée en France dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Si le geste chirurgical est rapide, trois minutes et demie nous apprend le registre de l'hôpital, et sans anesthésie, il nécessite force précaution et une longue hospitalisation. Le coût du soin étant fonction de la durée de séjour dans les hôpitaux, les anglaisages figurent parmi les actes les plus onéreux (30 livres en 1788 pour un séjour de 30 jours). Si l'on abandonne le point de vue du propriétaire pour celui de la bête, la caractéristique principale est sans doute la vive douleur et la gêne qui se prolonge. Certains vétérinaires les dénoncent. Le cheval doit être longtemps maintenu, d'abord parce que devenu méchant il devient dangereux, ensuite en sorte qu'il ne puisse frotter ses plaies contre les murs de l'écurie. Si on considère comme mesure la fréquentation des hôpitaux de l'École, on constate que l'anglaisage accroît la valeur du cheval et donc sa capacité à être objet de soins vétérinaires : sur vingt et un chevaux soignés en floréal an XII, huit avaient une queue redressée³⁸.

Protéger la possibilité de création d'utilité, c'est la raison d'être primordiale du soin. Le cheval doit tirer, tracter, soutenir, porter. Ce sont ces divers usages qui justifient sa possession. Le soin n'est entrepris que lorsqu'il y a l'assurance que le cheval sera en mesure d'être réutilisé. Les lettres envoyées à l'École d'Alfort concernant des animaux hospitalisés en témoignent. L'inquiétude récurrente concerne le parti que le propriétaire doit prendre : « ce que je dois en espérer » (861), « je suis fort embarrassé monsieur sur le parti à prendre au sujet du cheval malade » (868). Parfois, il s'agit de savoir très directement si le cheval une fois sorti de l'École pourra supporter un trajet (911, 915). De l'expertise du vétérinaire dépend le sort de la bête. L'avenir n'est pas radieux pour le cheval dont l'utilité décline ou disparaît. Dans le premier cas, les propriétaires réclament une vente immédiate, quelquefois sous le couvert de Philibert Chabert : il faut « l'envoyer vendre à l'ancan ou autrement ainsi que vous me l'avez conseillé » (871), « mon frère me charge de vous prier monsieur d'envoyer samedi sa jument au marché et faire comme si c'étoit pour vous ; il est décidé à ne pas la garder. Donnez-la à qui vous en donnera le plus » (885). Lorsque les espérances disparaissent, le sort du cheval est rapidement scellé : « aussitôt que vous vous apercevrez qu'il n'aura plus de ressource le faire tuer et ainsi éviter une dépense inutile » (879), « s'il faut renoncer à cette espérance, j'aimerois mieux l'abandonner dès ce moment » (880).

(38) AN F 10 100, registres des hôpitaux.

Quatorze lettres évoquent un abandon et douze une vente du cheval expertisé. Puisque l'animal a toujours un coût, sa valeur s'établit donc moins quant à son prix que quant à la reproduction d'utilité dont le vétérinaire devient juge et soutien.

L'empirisme devient un obstacle. On peut même considérer que la défiance vis-à-vis des praticiens traditionnels est un des ressorts psychologiques ou une des données pratiques qui fondent la consultation vétérinaire : « j'ai recours à vous pour un cheval à la maladie duquel nos maréchaux ne connaissent rien » (830), « depuis deux jours le maréchal employoit un remède duquel il fait secret, je n'ai point confiance dans l'empirisme » (833), « mon maréchal n'y voit autre chose que de me dire de la vendre mais comme je n'ai aucune grande confiance dans leur routine » (891) quand le « traitement [devient] au-dessus des connaissances de nos maréchaux » (893). À l'inverse, une croyance, aussi nouvelle que les écoles, dans les possibilités de la science et dans les lumières des vétérinaires semble perceptible : « votre réputation et la grande confiance que j'ai dans vos talents » (851), « je m'applaudirai au contraire de les avoir mis entre les mains du plus habile épiatre qu'il y ait eu dans le monde et si digne élève du célèbre monsieur de Bourgelat » (864), « c'est avec la plus grande confiance en son honnêteté et en ses lumières qu'il lui envoie un de ses chevaux » (875-879), « j'attends de la supériorité de vos lumières et de la théorie profonde dont vous avez donné tant de preuves ou la guérison ou le parti que je dois prendre » (891). La demande de soin ou d'expertise venant au terme d'un processus ayant vu le cheval passer sous l'oeil d'autres praticiens, ces indications témoignent d'une conviction naissante dans la supériorité du regard scientifique. Si les vétérinaires partagent avec les maréchaux une « zone grise » autour de savoirs et de techniques³⁹, ces quelques mentions montrent qu'ils ont une possibilité de se différencier. Les villes et le cheval permettent ainsi aux diplômés d'affirmer leur compétence et d'obtenir une reconnaissance non institutionnelle devant le tribunal de l'opinion : « la connaissance des maladies des chevaux ne s'acquiert pas si facilement » (971).

Si garantir ou reconduire la possibilité de recreation d'utilité est une préoccupation des propriétaires, il est à noter qu'aucune des missives n'évoque la nécessité ou la volonté d'intensifier l'utilisation du cheval en le transformant, en l'adaptant ou en l'améliorant. L'augmentation des

(39) Delphine BERDAH, « Entre scientification et travail de frontières : les transformations des savoirs vétérinaires en France XVIII^e-XIX^e siècles », *RHMC*, 2012/4, p. 51-96.

performances semble être renvoyée alors aux seuls domaines de la ferrure et surtout de l'élevage, de la sélection des espèces et de l'organisation des haras ou des messageries. La priorité n'est pas encore à la « mobilisation physiologique » des transporteurs urbains du XIX^e siècle⁴⁰.

Défaillances, maladies et accidents rappellent sans cesse au propriétaire que le cheval n'est pas une simple mécanique. Il est un organisme vivant et sensible. Pourtant, la référence à la souffrance est très rare. Le champ lexical de la douleur est peu employé et lorsqu'il l'est c'est essentiellement pour les chiens. La rareté ne signifie pas que la souffrance soit absente ou ignorée. « Pardon monsieur de l'ennui que je vous cause mais j'ai un grand faible pour ces animaux [plusieurs chevaux atteints du farcin] et de les voir souffrir me donne beaucoup de tourments » (927). L'animal machine ne supprime pas l'animal sensible. Un cas marginal vient éclairer cette hypothèse, celui d'un propriétaire parisien qui, en 1780, remercie Philibert Chabert d'avoir euthanasié, selon son vœu, un cheval et demande que la dépouille soit préparée et rapportée à Paris. Un tel traitement est certes la conséquence d'une sensibilité, d'une affection mais en même temps, il naît de la reconnaissance d'une contrepartie aux souffrances de l'animal :

« je sens bien que son âge l'avoit mis au point de ne plus connaître que les infirmités et les amertumes et puisqu'enfin il falloir que tout prenne fin, l'animal a du nous avoir obligation de l'avoir débarrassé du fardeau de sa vieillesse, de ses infirmité de la manière la plus prompte et la moins douloureuse » (838).

La vie du cheval cesse pour l'homme avec le déclin de l'utilité : la blessure, l'âge ou l'affaiblissement. On ne tue pas les animaux à la tâche mais parce qu'ils ne peuvent plus être à la tâche. Les meilleurs sentiments pour la bête ne se forment que pour lui éviter une mort cruelle ou l'abandon de sa carcasse expirante au bord des chemins⁴¹. Combattre la douleur n'est pas la sollicitation première du soin pour les chevaux. Le soin naît de la question de la production d'utilité et n'est pas la contrepartie de la souffrance. L'acte vétérinaire lui-même peut faire souffrir : assujettir le cheval, l'anglaiser, oblige souvent à utiliser des instruments de torture tels que garrots et morailles.

(40) Éric BARATAY, *Le point de vue animal*, Paris, Seuil, 2012, p.107-169.

(41) *Id.*, « Chacun jette son chien. De la fin de vie au XIX^e siècle », *Romantisme*, 2011/3, n°153, p. 147-162.

Animal perdu, animaux déclassés

Y a-t-il une dynamique proprement révolutionnaire dans la prise en compte non de l'animalité mais des animaux les plus communs de la proximité ? Il est tentant de la trouver dans la formalisation de positions « non pas vraiment nouvelles mais radicales »⁴², telles celles nourrissant les débats autour des ménageries, des combats d'animaux dans Paris et surtout autour du concours de la classe des sciences morales et politiques de l'Institut national annoncé en 1802 : « jusqu'à quel point les traitements barbares exercés sur les animaux intéressent-ils la morale publique ? et conviendrait-il de faire des lois à cet égard ? ». En réalité, les éléments du débat sont plus complexes et ne peuvent être réduits à la seule prise en compte des animaux. Le rapport à un modèle anglais qui fascine et repousse, l'utilitarisme, la disponibilité des ressources pour la guerre ou le commerce, la relation de l'homme à l'homme et ses modalités violentes en premier lieu, jouent un rôle déterminant. C'est d'ailleurs souvent à ces données qu'on rapporte des échecs que l'on qualifie tantôt de prometteurs tantôt de reflets d'un essoufflement révolutionnaire. Les combats d'animaux, proscrits, en septembre 1796, comme indignes des mœurs et des lois d'un peuple libre, reprennent dès l'an VIII, et le concours de 1802 ne donne lieu à aucune loi ou distinction⁴³. C'est qu'il faut considérer deux niveaux dans la relation à l'animal : la dimension collective ou sociale qui est celle dont la loi ou l'histoire s'emparent et la dimension individuelle dont les correspondances étudiées permettent de déceler quelques configurations. La dynamique révolutionnaire est à rechercher dans le jeu entre ces deux niveaux.

Le discours collectif semble fermer la porte à une discussion sur le statut du rapport individuel à l'animal et le niveau individuel intégrer cet état : il y a bien une politisation du rapport à l'animal. À partir de l'an III, ce qui domine particulièrement en effet c'est la relation à l'utilité. Si on se rapporte d'abord aux correspondances de propriétaires, on constate que les demandes pour les chiens se raréfient et disparaissent jusqu'en l'an VII. Une rupture avec cette dynamique se produit sous le Consulat lorsque Griffonnand, Mascarand, Rapinand, Consolant, Fortunand et Rocador, les

(42) *Id.*, « La promotion de l'animal sensible, une révolution dans la Révolution », *art. cit.*, p.134.

(43) Pierre DE LA MÉSANGÈRE, *Le voyageur à Paris tableau pittoresque et moral de cette capitale*, Seconde édition, Tome premier, Paris, chez la veuve Devaux, an VIII – 1800, p. 178 ; Valentin PELOSSE, « Imaginaire social et protection de l'animal. Des amis des bêtes au législateur de 1850 », *l'Homme*, 1982, tome XXII, n°1.

chiens du Premier Consul, mobilisent six des meilleurs élèves de l'École et leurs professeurs⁴⁴.

Cette raréfaction des demandes ne s'explique pas par la seule conservation des lettres. Un certain nombre de cadres sociaux et culturels sont ébranlés : les conditions matérielles comme morales sont transformées — réseaux mondains mais également des aspects plus triviaux comme la fourniture en viande⁴⁵. Le monde des salons et plus généralement une certaine forme de sociabilité se font d'abord moins présents dans les correspondances conservées après 1784 avant d'en disparaître presque totalement après 1789. Les thèses et les pratiques liées au magnétisme animal refluent. Si la « controverse » du début de l'année 1784 semble avoir attisé la curiosité pour les talents de Pierre Flandrin, la condamnation provoque une « dé-médicalisation ». Les interprétations naturalistes des médecins, y compris vétérinaires, laissent place aux « théories spiritualistes des prophètes », selon la formule de Bruno Belhoste⁴⁶. La position des professeurs d'Alfort dans l'espace savant ne passe plus par ce biais. Dorénavant, les vétérinaires investissent d'autres domaines et on assiste à un éclatement de leur pratique scientifique. À partir de 1788 et davantage après 1789, celle-ci se développe dans quatre directions, pour eux complémentaires, qui sont les sociétés savantes (la Société d'agriculture, la Société d'Histoire naturelle), les milieux « économiques », l'École vétérinaire et de plus en plus les rouages de l'État. Désormais le domaine le plus investi devient, à partir de l'amélioration de l'élevage, les transformations de l'agriculture et de la société⁴⁷. S'y ajoutent bientôt les nécessités liées à la guerre, de la formation de maréchaux experts à la conservation des chevaux de la République⁴⁸. Les professeurs d'Alfort y nourrissent des appuis lors des périodes de remise en cause de l'organisation des institutions scientifiques et techniques après 1788 puis matière à s'affirmer sous la République directoriale. Les correspondances rendent compte de ces profonds changements. Le nombre de lettres remonte à partir de l'an IV mais la nature des courriers a changé. Les relations scientifiques se transforment, elles sont désormais

(44) AN F 10 99, registre des hôpitaux, germinal an XII.

(45) Amandine FAUCHON CARDOT, « Les mutations de la sociabilité mondaine au miroir des réseaux épistolaires d'une noblesse d'affaires », *AHRF*, 373, p. 59-79 ; A.J.B. PARENT-DUCHÂTELET, *Hygiène publique ou mémoire sur les questions les plus importantes de l'hygiène*, Tome 2, Paris, Baillière, 1836, p.175-176.

(46) Bruno BELHOSTE, *Mesmer et la diffusion du magnétisme animal à Paris (1778-1803)*, *op.cit.*

(47) Malik MELLAH, « Portrait du berger en figure républicaine », *art. cit.*

(48) Daniel ROCHE, « Les chevaux de la République : l'enquête de l'an III », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2008/4, n°55/4, p. 82-121.

davantage prises en charge par des institutions, en particulier l'Institut, et par les sociétés savantes renaissantes nombreuses à vouloir associer le nom et le prestige de Chabert à leur renommée et à leurs activités.

Plus que la présence des chiens dans les salons, dont on ne peut mesurer l'importance, ce sont les relations qu'ils font naître qu'il faut envisager comme refluant. Du côté de l'École vétérinaire, les réformes et réorganisations discutées de 1789 à l'an III, en bien des points contradictoires ou opposables, offrent une continuité pour ce qui concerne les animaux de compagnie : elles les méconnaissent ou les ignorent. Les projets sont discutés dans le cadre des Comités d'agriculture ou d'instruction publique dont les préoccupations tournent peu autour des chiens, si ce n'est pour les bergers. Lorsque les vétérinaires cherchent à nourrir leurs argumentaires, les animaux de compagnie disparaissent. Le domaine vétérinaire est d'abord « un art d'élever les animaux, de les choisir, de les perfectionner, de les nourrir, de les engraisser, de les employer avec le plus d'avantage aux divers services auxquels ils sont destinés, à la charge, au trait ». Les animaux mentionnés sont les bêtes à cornes, à laine, les cochons, les lapins, les volailles, les abeilles, les vers à soie ou les poissons ; jamais les chiens et les chats⁴⁹. Les animaux de compagnie ne sont pas des alliés mobilisables pour affermir les positions scientifiques. Un discours domine désormais l'espace public : celui de l'utilité. Pour la guerre, comme pour la prospérité, par philanthropie comme par nécessité, d'autres animaux sont mobilisés⁵⁰. Les bêtes utiles, chevaux, bœufs ou ânes peuvent être accueillis gratuitement à Alfort particulièrement s'ils appartiennent à des cultivateurs reconnus pauvres⁵¹. Cette valorisation de la domesticité utile a sa contrepartie péjorative. Une lettre de Boniface Véricick publiée dans la *Décade* offre une tribune et une visibilité à la dénonciation de « la manie des animaux inutiles ». Ce qui est critiqué, ce n'est pas l'amour des animaux, l'amitié unissant un homme et son compagnon, que l'auteur prétend partager, mais une série d'excès et d'obstacles sociaux. Dans ce texte dont la légèreté n'est qu'apparente tant la plume est fine, ce qui est énoncé c'est une moquerie des modes importées d'Angleterre (le thé et le *pet*) et surtout le fait que ces animaux sont un frein aux relations sociales franches, sans entraves et sans masques. « Platon » ou « Jupiter » comme leurs congénères couvrent

(49) Alcide RAILLIET et Léon MOULÉ, *Histoire de l'école d'Alfort*, Paris, Asselin et Houzeau, 1908, p. 96.

(50) Malik MELLAH, « Portrait du berger en figure républicaine » *art. cit.* ; Daniel ROCHE, « les chevaux de la République : l'enquête de l'an III », *art.cit.*

(51) *Procès verbaux des Comité d'agriculture et de commerce de la Constituante, de la Législative et de la Convention*, Tome III, Paris, Imprimerie nationale, 1908, p. 405.

les conversations, assaillent les visiteurs, repoussent les clients et souillent intérieurs et parties communes des immeubles⁵². Après le 18 Brumaire, le propos péjoratif demeure chez d'autres auteurs et vise désormais les classes populaires⁵³. Quelle que soit la catégorie sociale qui le détient, l'animal inutile est avilissement de l'art d'habiter la ville. Le chien de compagnie devient aussi symbole d'une société refusée ou déclassée : « ces messieurs estimaient leur fortune réciproque dans la maison [la prison], par le nombre des sans-culottes qu'ils nourrissaient, comme ils faisaient jadis dans le monde par le nombre de leurs chevaux, de leurs maîtresses, de leurs chiens et de leurs laquais »⁵⁴. Étrange fonctionnement que celui de prisons où les distinctions sociales, inversées par la détention, maintiennent des rapports d'entretien. La prison renvoie enfin à une autre figure de chiens, celle du molosse, du chien menace pour l'ordre public, qu'il s'agisse du chien du ci-devant aristocrate ou du chien errant, violent et porteur de la rage. L'un comme l'autre doivent être écartés des rues et des chemins. La dynamique révolutionnaire autour de l'animal de la proximité se nourrit d'impératifs d'utilité et d'ordre public. La sphère privée s'en empare. Désormais, d'une manière inversement symétrique à l'Ancien Régime, la justification du soin pour les chiens de compagnie découle d'une relation liée à l'utilité. Un demandeur s'empresse d'exposer le cas de « d'un chien braque de grande taille qui [l']intéresse beaucoup parce qu'on l'emploie utilement pour [sa] cuisine » pour mieux justifier ce que nous comprenons vite être le vrai sujet de sa lettre : l'inquiétude pour deux jeunes chiens d'agrément auxquels la famille est très attachée (957).

Les correspondances autour du cheval ne révèlent pas de ruptures aussi profondes que celles observées autour des chiens. La permanence des besoins en fournit une explication déterminante. Pour autant, les lettres indiquent comme un déséquilibre ou une reconfiguration. D'abord parce que le champ professionnel du cheval est bouleversé par la Révolution. On le découvre grâce à quelques indices. Ce sont d'abord des lettres, non de propriétaires mais d'anciens élèves de l'École se tournant vers leurs professeurs pour trouver un emploi ou un soutien.

« La révolution m'a trouvé ruiné ou peu s'en falloit, vous m'aviez perdu de vue depuis 88, époque de ma sortie d'Alfort ; en 90 je me suis avisé,

(52) *La Décade philosophique et littéraire* tome quatrième, Paris, au Bureau de la Décade, an III, p. 158-162.

(53) Valentin PELOSSE, « Imaginaire social et protection de l'animal. Des amis des bêtes au législateur de 1850 », *art.cit.*, p. 37.

(54) *Almanach des prisons*, quatrième édition, Paris, chez Michel, an III, p. 65.

pour alimenter ma nombreuse famille, de faire encore bâtir un manège, rue de Vendôme, chez le Cen Doublet vétérinaire, et, là, donnant des leçons à qui venoient sur leurs chevaux, je rentrois chez moi rapportant 15 à 18 francs, monnoie d'alors. Avant l'expiration de l'année 93, la réquisition des chevaux et des hommes m'a privé de ce moyen d'existence, et pour m'achever, le comité révolutionnaire de la section du temple, sur laquelle étoit mon emplacement, mais où je ne demeurois pas, s'emparât de mon local pour y faire son atelier de salpêtre ; les ouvriers en ont brûlé une partie »⁵⁵.

Bien d'autres professionnels du cheval souffrent de l'émigration ou de la disparition des haras. Une autre forme de désorganisation semble à l'œuvre, tant les demandes de particuliers recherchant leur animal semblent en augmentation en l'an IV (921, 924, 926, 930, 932, 935, 937). Les chevaux paraissent se faire plus rares, les réquisitions plus fréquentes et l'École d'Alfort inspirer moins confiance.

L'animal de la proximité est un enjeu révolutionnaire qui peut engager la formation d'une cause animale. Davantage que les considérations affectives qui préexistent, c'est la dynamique engagée à partir de 1789 qui permet cette intégration dans le champ des préoccupations politiques. D'abord parce qu'il devient un enjeu d'ordre public. Ensuite et davantage parce qu'un plaidoyer « fraternel » ou « humanitaire » est désormais possible sans gêne ou fausse honte car il s'appuie sur un discours diffusé dans l'espace public qui valorise l'utilité des animaux. Les citations abondent de personnalités qu'il est impossible de renvoyer à une marginalité tant elles participent aux débats les plus profonds dans les domaines qui sont les leurs. On les trouve sous la plume du plus savant des professeurs d'Alfort se demandant en 1789 devant une assemblée prestigieuse quel est « l'homme assez ingrat ou assez borné pour ne pas reconnaître les obligations » qu'il a vis à vis des animaux⁵⁶, celle de Pierre-Jean-Georges Cabanis (« N'est-ce pas d'ailleurs un véritable devoir, de donner à des êtres sensibles comme nous, et qui partagent si patiemment nos travaux, tous les soins qui peuvent rendre leur existence plus douce » ?)⁵⁷, d'un député de la Convention nationale demandant « que l'on prononce encore si la santé et la propagation des animaux qui concourent à ses travaux, qui adoucissent

(55) AD Val de Marne, 1ETP 2205, lettre à Gilbert du 25 messidor an V.

(56) Discours de François-Hilaire GILBERT prononcé en 1789, AD Val de Marne, 1ETP 2206.

(57) Pierre-Jean-Georges CABANIS, *Coup d'œil sur les révolutions et sur la réforme de la médecine*, Paris, imprimerie de Crapelet, an XII-1804, p. 400.

ses fatigues, qui contribuent à sa nourriture, ne méritent pas autant son attention que celle de la République elle-même »⁵⁸ ou d'un professeur de l'École vétérinaire de Lyon en l'an XI : « jeunes vétérinaires, parlez le langage de l'intérêt particulier à des hommes qui seraient sourds à celui de la philosophie : prouvez que c'est à son détriment qu'on abuse de sa force, que la cupidité méconnaît presque toujours ses intérêts les plus évidents »⁵⁹. Ils ne sont pas les seuls. L'époque après tout ne prétend-elle pas que les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune ? Le mouvement n'aboutit cependant pas complètement. La guerre puis le développement économique rendent ce discours moins audible : la France a besoin de chevaux, de laines et de cuirs.

Au niveau individuel, la dynamique révolutionnaire se perçoit à l'intériorisation de valeurs renforçant et transcendant la dissociation de deux sphères, privée et collective. La juxtaposition des demandes concernant les chiens avec celles pour les chevaux montre que l'intégration d'animaux dans une communauté du soin est possible avant la Révolution par deux biais. Dans un cas, elle ne repose pas sur la nature animale du « compagnon » mais est créée par une projection affective limitée à quelques, rares, individus, infantilisés et surtout défonctionnalisés : les chiens, chats et autres singes de salon. Dans l'autre, elle est liée à la reproduction d'utilité : tant que l'animal est richesse, au sens donné par l'économie politique de l'époque, il demeure soignable. Le premier biais n'engage que la sphère privée d'une société mondaine qui n'a jamais cherché à en faire une préoccupation morale. La curiosité des salons se porte peu sur les animaux utiles et la pensée que l'animal souffre parce qu'il sert n'engage pas à un regard particulier. Le vétérinaire a conscience de cette situation : lorsqu'au sortir de la Terreur et de la prison puis au lendemain du 18 Brumaire, Philibert Chabert, renouant de manière éphémère avec les curiosités et les modalités scientifiques des salons, compose puis réédite un traité sur le sommeil, il semble répondre à une demande sociale davantage qu'aux préoccupations de la médecine vétérinaire : « on espère que [cette édition] fera plaisir au public, cet opuscule contenant des vues d'une utilité constante, fondée sur

(58) Jean-François BARAILLON, *Opinion sur les écoles primaires et de canton, discussion sur le projet de décret présenté à la Convention nationale par le comité d'instruction publique*, lue dans la séance du 23 brumaire an III dans J. GUILLAUME, *Procès verbaux du Comité d'Instruction publique*, tome 5, Paris, imprimerie nationale, 1904, p. 216-217.

(59) Discours de Louis-Furcy GROGNIER (1^{er} germinal an XI) cité dans Éric BARATAY, « La promotion de l'animal sensible, une révolution dans la Révolution », *art.cit.*

une saine physiologie »⁶⁰. De ce traité que commandent plaisir et utilité, les animaux comme le magnétisme animal sont exclus.

La valorisation républicaine de l'utilité permet au contraire l'émergence d'une rhétorique politique appelant à adoucir le traitement des marges animales de la *polis* :

« Mais ce n'est point assez d'éviter à l'égard de nos compagnons et de nos aides [les animaux], tout mauvais traitement sans objet : soyons plus justes ; cherchons à les rendre heureux. Ils embellissent, et souvent ils conservent nos vies ; qu'ils ne traînent plus la leur dans les souffrances et dans les privations »⁶¹.

Le développement industriel et la société bourgeoise au XIX^e siècle feront jouer différemment les deux sphères pour les animaux de la proximité. Les chats et les chiens de salon hors de portée du cocher vicieux ou du garçon de ferme cruel sont intégrés dans une communauté restreinte du soin parce qu'ils trouvent leur place dans ces « petits mondes gérables » que constituent les salons puis les intérieurs bourgeois. Ils se dissocient alors des chiens enragés et errants auxquels on donne la chasse et des bêtes de somme qu'on épuise. « Dans un monde où la statistique étend son emprise sur les moyens de la connaissance, les métiers les plus insalubres et ceux qui les occupent disparaissent de nos yeux. C'est un véritable changement de paradigme qui aboutit à l'effacement du corps des ouvriers. La société est prête à fonctionner avec des « ouvriers fantômes » »⁶². L'animal, comme le producteur, devient un simple accessoire de la machine. Il est dépolitisé.

Malik MELLAH

Institut d'Histoire de la Révolution française, EA 127, Paris I –

Panthéon-Sorbonne

Malik.Mellah@malix.univ-paris1.fr

(60) Philibert CHABERT, *Du sommeil*, deuxième édition, Paris, Imprimerie d'Egmont, an IX-1800.

(61) Pierre-Jean-Georges CABANIS, *Coup d'œil sur les révolutions et sur la réforme de la médecine*, op. cit., p. 402.

(62) Thomas LEROUX, « L'effacement du corps de l'ouvrier. La santé au travail lors de la première industrialisation de Paris (1770 – 1840) », *Le Mouvement social*, 2011/1, p. 219.